

§ 3. En vue de se conformer à article 15, § 1^{er}, les personnes en contact avec le public, les intermédiaires d'assurance, les intermédiaires d'assurance à titre accessoire et les intermédiaires de réassurance, leurs responsables de la distribution et leurs dirigeants effectifs qui assument de facto la responsabilité de l'activité de distribution d'assurances ou de réassurances, ainsi que les responsables de la distribution désignés auprès des entreprises d'assurance et de réassurance visées à l'article 272 de la loi, sont autorisés à se prévaloir de la réussite d'examens agréés par la FSMA avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, et ce tant que la FSMA n'aura pas agréé d'examens organisés selon les nouveaux modules décrits aux articles 13 et 14, et pour autant que les matières visées par ces examens couvrent les activités qu'ils exercent, notamment en fonction du type de produit d'assurance distribué.

CHAPITRE X. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 22. L'arrêté royal du 25 mars 1996 portant exécution de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 décembre 2014, est abrogé.

Art. 23. L'article VII. 4/4, §§ 1^{er} et 2 du Code de droit économique, inséré par l'article 9 de la loi du 22 décembre 2017 portant modification et insertion de dispositions en matière de comptes de paiement et de services de paiement dans différents livres du Code de droit économique, entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le ministre qui a l'Economie et les Consommateurs dans ses attributions, le ministre qui a les Finances dans ses attributions, le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs,

K. PEETERS

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

M. DE BLOCK

Le Ministre des Finances,

A. DE CROO

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale,

D. DUCARME

§ 3. Teneinde zich te conformeren aan artikel 15, § 1, mogen de personen in contact met het publiek, de verzekeringstussenpersonen, de nevenverzekeringstussenpersonen en de herverzekeringstussenpersonen, hun verantwoordelijken voor de distributie en hun effectieve leiders die de facto de verantwoordelijkheid dragen voor het verzekerings- of herverzekeringstussenbedrijf, alsook de verantwoordelijken voor de distributie die zijn aangesteld bij de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen als bedoeld in artikel 272 van de wet, zich beroepen op het slagen voor de examens erkend door de FSMA vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, en dit zolang de FSMA geen examens heeft erkend die georganiseerd zijn volgens de nieuwe modules als beschreven in artikel 13 en 14, en voor zover de materies waarnaar gepeild wordt in die examens betrekking hebben op de activiteiten die zij uitoefenen, met name in functie van het type verzekeringsproduct dat gedistribueerd wordt.

HOOFDSTUK X. — Opheffingsbepaling en slotbepalingen

Art. 22. Het koninklijk besluit van 25 maart 1996 tot uitvoering van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekerings- en herverzekeringstussenpersonen en de distributie van verzekeringen, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 2014, wordt opgeheven.

Art. 23. Artikel VII. 4/4, §§ 1 en 2 van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij artikel 9 van de wet van 22 december 2017 houdende wijziging en invoering van bepalingen inzake betaalrekeningen en betalingsdiensten in verschillende boeken van het Wetboek van economisch recht, treedt in werking op de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 24. De minister bevoegd voor Economie en Consumenten, de minister bevoegd voor Financiën, de minister bevoegd voor Middenstand en de minister bevoegd voor Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juni 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten,

K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken en van Volksgezondheid,

M. DE BLOCK

De Minister van Financiën,

A. DE CROO

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's, Landbouw, en Maatschappelijke Integratie,

D. DUCARME

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/12684]

12 JUIN 2019. — Décret modifiant le décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, inséré par le décret du 5 décembre 2013, alinéa 4, le point 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o assurer un projet de vie permanent pour chaque enfant en besoin d'adoption résidant en Belgique ; ».

Art. 2. A l'article 1/1 du même décret, complété par le décret du 1^{er} juillet 2005 et modifié par le décret du 5 décembre 2013, le point 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o administration : l'administration qui a l'adoption dans ses attributions (...) ; ».

Au même article, le point 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° l'autorité centrale communautaire (A.C.C.) : l'autorité désignée par le Gouvernement pour exercer les compétences qui lui sont attribuées par le présent décret, ainsi que par les articles 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 30 et 33 de la Convention de La Haye, par les articles 361-3 à 6, 362-1 à 4, 363-2 à 4, et 368 – 6 à 8 du code civil, et par les articles 1231-1/11 à 14, 1231-34 et 1231-42 du code judiciaire ; ».

Au même article, le point 13° est remplacé par ce qui suit :

« 13° accord de coopération du 12 décembre 2005: l'accord de coopération du 12 décembre 2005 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, tel que modifié par l'accord de coopération du 6 juin 2019. ».

Art. 3. L'article 2 du même décret, remplacé par le décret du 1^{er} juillet 2005 et modifié par le décret du 5 décembre 2012, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Toute personne qui contribue à l'application du présent décret est tenue au respect des dispositions du Code de déontologie de l'aide à la jeunesse visé à l'article 1^{er}, 5°, du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. Le Gouvernement précise les articles du code de déontologie qui ne sont pas applicables aux personnes contribuant à l'application du présent décret. ».

Art. 4. A l'article 2/2 du même décret, inséré par le décret du 5 décembre 2013, les mots « du décret » sont modifiés par les mots « du présent décret » à l'alinéa 1^{er}.

Art. 5. A l'article 4 du même décret, modifié par le décret du 5 décembre 2013, l'alinéa 1^{er}, le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° quatre délégués de la ou des fédérations représentatives des organismes d'adoption ; ».

Au même alinéa est ajouté un point 1°/1, rédigé comme suit :

« 1°/1 un délégué des animateurs agréés pour assurer la préparation des adoptants, ou des associations œuvrant dans l'accompagnement post-adoptif, chacun alternativement pour une période de 4 ans ; ».

Au même alinéa, le point 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° trois experts dans le domaine de l'adoption ; ».

Au même alinéa, le point 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° deux délégués des adoptants ; ».

Au même alinéa, le point 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° deux délégués des adoptés ; ».

Au même alinéa, le point 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° un membre du conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ; ».

Au même alinéa, un point 5°/1, rédigé comme suit, est ajouté après le point 5° :

« 5°/1 un délégué de la fédération des services de placement familial ; ».

Au même alinéa, le point 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° un représentant de l'Union des Conseillers et Directeurs de l'aide à la jeunesse ; »

Au même article, alinéa 2, le point 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° le fonctionnaire dirigeant de l'administration ayant l'adoption dans ses attributions ou son délégué ; ».

Au même alinéa, le point 5° est supprimé.

Art. 6. A l'article 5, alinéa 2, point 4°, du même décret, les mots « la commission » sont remplacés par les mots « le conseil supérieur ».

Art. 7. A l'article 7 du même décret, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 8. Le titre III du même décret est supprimé.

Art. 9. L'article 12 du même décret, modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005 et 5 décembre 2013, est supprimé.

Art. 10. A l'article 14 du même décret, modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005 et 5 décembre 2013, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration » aux points 3°, 4°, 6°, 7°, 11°, 13° et 16°.

Au même article, le point 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° porter à la connaissance de l'administration tout événement qui peut avoir des répercussions importantes sur l'organisme d'adoption ou sur l'administration, ou porter atteinte à l'image de la Communauté française ; ».

Au même article, le point 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° participer aux réunions de coordination et aux formations obligatoires organisées par l'administration ; ».

Au même article, le point 17° est remplacé par ce qui suit :

« 17° si un psychologue de l'OAA est désigné pour participer à l'enquête sociale visée à l'article 28 pour une personne pouvant être à l'origine d'un conflit d'intérêt, signaler cet état de fait à l'administration afin que celle-ci modifie la désignation ; ».

Art. 11. A l'article 15, alinéa 3, point 2°, du même décret, modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005 et 5 décembre 2013, les mots « visée à l'article 46 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse » sont remplacés par les mots « visée à l'article 146 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ».

Au même point 2°, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 12. A l'article 16/2 du même décret, inséré par le décret du 5 décembre 2013, les mots « de l'article 49 » sont remplacés par les mots « des articles 49 et 49/2 » au paragraphe 2, alinéa 6.

Art. 13. A l'article 17, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 5 décembre 2013, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Au même article, à l'alinéa 2, point 2°, le mot « collaborateurs » est remplacé par le mot « partenaires ».

Art. 14. L'article 18 du même décret, modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005 et 5 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. § 1^{er}. L'administration examine la demande visée à l'article 17 et vérifie notamment :

1° les garanties données par les autorités et partenaires visés à l'article 17, alinéa 2, 2°, en ce qui concerne le respect de la loi applicable, les origines, l'adoptabilité et l'intérêt supérieur de l'enfant, et les droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit belge, dans le droit du pays ou de l'entité territoriale du pays concerné et en droit international ainsi que le respect du principe de la subsidiarité de l'adoption internationale défini à l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 29 novembre 1989 et à l'article 4 de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale;

2° si le pays concerné est un pays ratificateur de la Convention de La Haye ou de la Convention concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, faite à La Haye le 19 octobre 1996 ; lorsque tel n'est pas le cas, si un accord bilatéral de coopération, respectueux des principes de la Convention de La Haye et de l'article 167 de la Constitution, peut être signé avant l'autorisation provisoire de collaboration ;

3° la transparence financière de la procédure ;

4° si la demande répond aux besoins du pays étranger ou de l'entité territoriale du pays étranger avec lequel le demandeur souhaite collaborer.

§ 2. L'administration échange toutes informations pertinentes au sujet de la demande visée au paragraphe 1^{er} avec l'Autorité centrale fédérale et avec la commission de concertation et de suivi visée à l'article 12 de l'accord de coopération du 12 décembre 2005. Si cette demande porte sur un pays où les adoptions sont prononcées, et font ensuite l'objet d'une procédure de reconnaissance, une concertation préalable avec l'Autorité centrale fédérale est obligatoire.

§ 3. Si la demande respecte les conditions visées au paragraphe 1^{er}, l'administration informe le Ministre et lui transmet son avis sur ce projet de collaboration, ainsi que, le cas échéant, copie de l'accord bilatéral de coopération visé au § 1^{er}, 2°. Le Ministre autorise l'organisme d'adoption à entamer une collaboration provisoire, pour un nombre limité de dossiers.

L'organisme d'adoption établit un rapport sur le déroulement de chaque dossier visé à l'alinéa 2, dans le mois de l'arrivée de l'enfant.

L'administration transmet son rapport d'évaluation au Ministre au plus tard après deux ans de collaboration provisoire.

§ 4. Au plus tard dans les trois ans de la collaboration provisoire, l'administration transmet son avis final sur celle-ci au Ministre.

Dans les trois mois qui suivent la réception de l'avis de l'administration, le Gouvernement marque, soit son accord sur la poursuite de la collaboration, soit l'assortit de conditions ou de réserves, soit refuse la poursuite de celle-ci. ».

Art. 15. L'article 19 du même décret, modifié par le décret du 5 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. § 1^{er}. L'organisme d'adoption répond du respect, par ses collaborateurs à l'étranger, des conditions visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, 1°, 2° et 3°.

Il veille à l'information et à la formation de ses collaborateurs à l'étranger, notamment en ce qui concerne les dispositions du présent décret.

§ 2. Avant tout apparemment visé au titre V, chapitre 3, section 3, l'organisme d'adoption met tout en œuvre pour recueillir toutes les informations disponibles sur les circonstances de la naissance et de la décision de placement en adoption, sur l'histoire de vie et l'évolution de l'enfant, et sur son état de santé, conformément au modèle de rapport sur l'enfant fixé par le Gouvernement, afin de s'assurer de l'adoptabilité juridique et psycho-sociale de celui-ci.

§ 3. Dès l'apparemment, l'organisme d'adoption doit s'assurer de la possibilité de vérifier à tout moment l'identité de l'enfant, par récolte de données biométriques, de tests ADN, ou de garanties équivalentes. ».

Art. 16. A l'article 20 du même décret, modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005 et 5 décembre 2013, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration » aux alinéas 1 et 3.

Art. 17. A l'article 21 du même décret, modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005 et 5 décembre 2013, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration » au paragraphe 1^{er}, au paragraphe 2, alinéas 1 et 2, au paragraphe 3, alinéas 1 et 2, et au paragraphe 4.

Au même article, au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « peut refuser » sont remplacés par le mot « refuse ».

Au même paragraphe, alinéa 2, le mot « néanmoins » est supprimé.

Au même alinéa, les mots « pour un enfant non connu » sont insérés entre les mots « l'adoption » et les mots « , l'administration ».

Au même article, paragraphe 4, le mot « jeunesse » est remplacé par le mot « famille ».

Art. 18. A l'article 24 du même décret, remplacé par le décret du 1^{er} juillet 2005 et modifié par le décret du 5 décembre 2013, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 19. A l'article 26 du même décret, remplacé par le décret du 1^{er} juillet 2005 et modifié par le décret du 5 décembre 2013, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 20. L'article 27 du même décret, remplacé par le décret du 1^{er} juillet 2005 et abrogé par le décret du 5 décembre 2013, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 27. L'administration délivre aux candidats adoptants le certificat attestant que la préparation a été suivie, conformément aux articles 346-2, alinéa 1^{er}, et 361-1, alinéa 2, du code civil.

Ce certificat est valable dix-huit mois. ».

Art. 21. L'intitulé du chapitre 2 du titre V du même décret, remplacé par le décret du 5 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre 2. – Les enquêtes sociales et l'information des parents d'origine de l'enfant. ».

Art. 22. Une subdivision intitulée « Section 1ère. – L'enquête sociale relative à l'aptitude des adoptants », est insérée au début du chapitre 2 du même décret.

Art. 23. L'article 28 du même décret, modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005 et 5 décembre 2013, est remplacé par la disposition suivante formant la première disposition de la section 1ère du chapitre 2 du titre V du décret modifié, intitulée « L'enquête sociale relative à l'aptitude des adoptants » :

« Art. 28. § 1^{er}. L'administration est chargée de mener l'enquête sociale relative à l'aptitude des adoptants ordonnée par le tribunal de la famille en application des articles 1231-1/4, 1231-1/11, § 3, et 1231-6, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Un psychologue d'un organisme d'adoption agréé, désigné par l'administration, est consulté dans le cadre de l'application des articles 1231-1/4, 1231-1/11, § 3, et 1231-6, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités et le coût de l'enquête sociale.

L'administration transmet aux candidats adoptants copie de l'enquête sociale transmise au tribunal de la famille. ».

Art. 24. Une subdivision intitulée « Section 2. – L'enquête sociale relative à l'intérêt de l'enfant à être adopté, l'enquête sociale approfondie pour refus de consentement abusif, et l'information des parents d'origine de l'enfant », est insérée entre l'article 28 et l'article 29 du même décret.

Art. 25. L'article 29 du même décret, remplacé par le décret du 1^{er} juillet 2005 et modifié par le décret du 5 décembre 2013, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 29. § 1^{er}. L'administration est chargée de mener l'enquête sociale relative à l'intérêt de l'enfant à être adopté ordonnée par le tribunal de la famille dans le cadre de l'application de l'article 1231-6, alinéa 1^{er}, du code judiciaire.

Le Gouvernement fixe les modalités de l'enquête sociale.

L'administration transmet aux personnes concernées copie de l'enquête sociale transmise au tribunal de la famille.

§ 2. Lorsque le tribunal de la famille ordonne l'enquête sociale visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'administration assure l'information des parents d'origine de l'enfant, conformément à l'article 348-4 du code civil. Elle peut déléguer cette mission à un autre intervenant. ».

Art. 26. Un nouvel article 29/1 est ajouté après l'article 29 du même décret, rédigé comme suit :

« Art. 29/1. L'enquête sociale visée à l'article 348-11, alinéa 2, du code civil est ordonnée au service des missions civiles de la maison de justice compétente.

Le Gouvernement fixe les modalités de cette enquête sociale. ».

Art. 27. A l'article 30 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005 et remplacé par le décret du 5 décembre 2013, un alinéa 2, rédigé comme suit, est ajouté au paragraphe 1^{er} :

« Le Gouvernement fixe les modalités de rédaction et le modèle du rapport visé aux articles 361-2/1 et 362-3, 4^o, du Code civil. ».

Au même article, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. A l'exception des situations visées à la section 5, sous-section 2, et à la section 6 du présent chapitre, ainsi que des situations visées à l'article 346-1/1, alinéa 2, du code civil, les candidats adoptants sont obligatoirement encadrés par un organisme d'adoption, dans la phase d'appareusement. ».

Au même article, le paragraphe 3 est modifié comme suit :

« § 3. Les candidats adoptants peuvent déposer concomitamment auprès de plusieurs organismes d'adoption la demande de recevabilité visée aux articles 33, § 1^{er}, 1^o, 35, § 1^{er}, 1^o, et 37, § 2, 1^o.

Ils ne peuvent entamer concomitamment qu'un examen psycho-médico-social de candidature visé aux articles 33, § 2, 35, § 2, et 37, § 3. ».

Art. 28. A l'article 31 du même décret, modifié par le décret du 5 décembre 2013, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration », au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, et au paragraphe 2, alinéa 3.

Au même article, l'alinéa 2 du paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« Avant toute proposition d'enfant à des candidats adoptants, l'organisme d'adoption demande l'accord sur cette proposition, de l'A.C.C. s'il s'agit d'une adoption internationale ou de l'administration s'il s'agit d'une adoption interne. L'A.C.C. ou administration vérifie la bonne application des critères légaux, et l'adoptabilité juridique et psychosociale de l'enfant, sur base du rapport sur l'enfant visé aux articles 16/2, § 2, et 19, § 2. ».

Au même article, à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 3, les mots « il contacte les autres organismes d'adoption » sont remplacés par les mots « il en informe l'administration, qui contacte les autres organismes d'adoption ».

Art. 29. A l'article 32 du même décret, modifié par le décret du 5 décembre 2013, les mots « le profil des enfants » sont remplacés par les mots « l'ouverture attendue des candidats adoptants, compte tenu du profil des enfants ».

Art. 30. A l'article 33 du même décret, modifié par le décret du 5 décembre 2013, les mots « qui sont porteurs d'un jugement d'aptitude visé à l'article 1231-1/7 du code judiciaire » sont insérés entre le mot « adoptants » et le mot « confirment », à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er}.

Au même article, au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, les mots « de la délivrance d'un extrait de casier judiciaire du modèle visé à l'article 596, alinéa 2, du code d'instruction criminelle » sont remplacés par les mots « des mentions reprises dans le jugement d'aptitude prononcé par le juge de la famille et dans l'avis du Parquet visé à l'article 1231-1/5 du code judiciaire joint à ce jugement ; ».

Au même paragraphe, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration » à l'alinéa 1^{er}, point 2^o.

Au même paragraphe, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si les candidats adoptants contestent la décision de l'organisme d'adoption, ils peuvent introduire un recours à l'administration; celle-ci instruit le dossier et, soit confirme la décision de l'organisme, soit impose à celui-ci de tenir compte de la candidature lors de la prochaine demande de recevabilité ou d'entamer l'examen psycho-médico-social de la candidature, conformément au § 2. ».

Au même article, l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si la candidature est recevable, l'organisme effectue, dans un délai de quatre mois suivant la décision visée au § 1^{er}, 2°, l'examen psycho-médico-social de la candidature; cet examen tient compte de leur état de santé, de leurs capacités psycho-sociales, et de l'ouverture attendue des candidats adoptants en fonction du profil des enfants susceptibles d'être adoptés par l'intermédiaire de l'organisme d'adoption, ainsi que des incidences juridiques, psychologiques, familiales et relationnelles du projet d'adoption sur le projet de vie des adoptants et de l'enfant à adopter. Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de cet examen, ainsi que le canevas du rapport d'examen. ».

Au même article paragraphe 3, le point 2° est complété comme suit :

« les modalités de cet entretien sont fixées par le Gouvernement ; »

Au même paragraphe, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'organisme d'adoption communique par écrit sa décision motivée aux candidats adoptants et à l'administration. Les modalités de communication de la décision et du rapport, aux candidats adoptants et à l'administration, sont fixées par le Gouvernement. ».

Au même paragraphe, l'alinéa 4 est complété comme suit :

« Le Gouvernement fixe les modalités de cet entretien. ».

Au même article, paragraphe 3, point 3°, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Au même paragraphe, le point 3° est complété comme suit :

« Les modalités de cet entretien sont fixées par le Gouvernement ; ».

Au même paragraphe, point 5°, les mots « jeunesse. » sont remplacés par les mots « famille ; ».

Le même paragraphe est complété par un point 6°, rédigé comme suit :

« 6° transmet au tribunal de la famille le rapport sur l'enfant visé à l'article 16/2, § 2, ainsi que le premier suivi post-adoptif visé à l'article 48, § 1^{er}, 2°. ».

Art. 31. A l'article 34 du même décret, remplacé par le décret du 5 décembre 2013, les mots « le profil des enfants » sont remplacés par les mots « l'ouverture attendue des candidats adoptants, compte tenu du profil des enfants ».

Art. 32. A l'article 35 du même décret, remplacé par le décret du 5 décembre 2013, les mots « 1231-31 » sont remplacés par les mots « 1231-1/7 » à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er}.

Au même article, au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, b), le mot « jeunesse » est remplacé par le mot « famille », et les mots « dans le rapport du Ministère public joint à ce jugement » sont remplacés par les mots « dans l'avis du Parquet visé à l'article 1231-1/5 du code judiciaire joint à ce jugement ; ».

Au même paragraphe, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration » à l'alinéa 1^{er}, point 2°, et à l'alinéa 2.

Au même article, l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si la candidature est recevable, l'organisme effectue, dans un délai de quatre mois suivant la décision visée au § 1^{er}, 2°, l'examen psycho-médico-social de la candidature; cet examen tient compte de leur état de santé, de leurs capacités psycho-sociales, et de l'ouverture attendue des candidats adoptants en fonction du profil des enfants susceptibles d'être adoptés par l'intermédiaire de l'organisme d'adoption, ainsi que des incidences juridiques, psychologiques, familiales et relationnelles du projet d'adoption sur le projet de vie des adoptants et de l'enfant à adopter. Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de cet examen, ainsi que le canevas du rapport d'examen. ».

Au même paragraphe, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'organisme d'adoption communique par écrit sa décision motivée aux candidats adoptants et à l'administration. Les modalités de communication de la décision et du rapport, aux candidats adoptants et à l'administration, sont fixées par le Gouvernement. ».

Au même paragraphe, l'alinéa 4 est complété comme suit :

« Le Gouvernement fixe les modalités de cet entretien. ».

Au même article, paragraphe 3, point 2°, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Au même paragraphe, le point 4° est complété comme suit :

« Les modalités de cet entretien sont fixées par le Gouvernement ; ».

Au même paragraphe, point 5°, les mots « à l'article 361-3, 2°, du code civil » sont remplacés par les mots « aux articles 361-3, 2°, ou 361-5, 2°, du code civil ».

Au même paragraphe, le point 6° est complété comme suit :

« les modalités de cet entretien sont fixées par le Gouvernement ».

Art. 33. A l'article 37 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005 et remplacé par le décret du 5 décembre 2013, au paragraphe 1^{er}, les mots « l'ouverture attendue des candidats adoptants compte tenu du profil des enfants susceptibles d'être adoptés », sont insérés entre les mots « éthique » et les mots « et ses collaborations ».

Au même article, au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « qui sont porteurs d'un jugement d'aptitude visé à l'article 1231-1/7 du code judiciaire » sont insérés entre le mot « adoptants » et le mot « confirment ».

Au même paragraphe, alinéa 1^{er}, le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° procède à l'examen de recevabilité de la candidature, en tenant compte des critères légaux, de l'adéquation de la demande avec le profil des enfants proposés à l'adoption par l'organisme d'adoption, de la disponibilité de la liste d'attente, et des mentions reprises dans le jugement d'aptitude prononcé par le juge de la famille et dans l'avis du Parquet visé à l'article 1231-1/5 du code judiciaire joint à ce jugement ; ».

Au même paragraphe, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration » à l'alinéa 1^{er}, point 2°.

Au même paragraphe, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si les candidats adoptants contestent la décision de l'organisme d'adoption, ils peuvent introduire un recours à l'administration; celle-ci instruit le dossier et, soit confirme la décision de l'organisme, soit impose à celui-ci de tenir compte de la candidature lors de la prochaine demande de recevabilité ou d'entamer l'examen psycho-médico-social de la candidature, conformément au § 3. ».

Au même article, l'alinéa 1^{er} du paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« Si la candidature est recevable, l'organisme effectue, dans un délai de quatre mois suivant la décision visée au § 2, 2°, l'examen psycho-médico-social de la candidature; cet examen tient compte de leur état de santé, de leurs capacités psycho-sociales, et de l'ouverture attendue des candidats adoptants en fonction du profil des enfants susceptibles d'être adoptés par l'intermédiaire de l'organisme d'adoption, ainsi que des incidences juridiques, psychologiques, familiales et relationnelles du projet d'adoption sur le projet de vie des adoptants et de l'enfant à adopter. Le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de cet examen, ainsi que le canevas du rapport d'examen. ».

Au même paragraphe, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'organisme d'adoption communique par écrit sa décision motivée aux candidats adoptants et à l'administration. Les modalités de communication de la décision et du rapport, aux candidats adoptants et à l'administration, sont fixées par le Gouvernement. ».

Au même paragraphe, l'alinéa 4 est complété comme suit :

« Le Gouvernement fixe les modalités de cet entretien. ».

Au même article, paragraphe 4, le point 1° est supprimé.

Au même paragraphe, le point 3° est complété comme suit :

« les modalités de cet entretien sont fixées par le Gouvernement »

Art. 34. A l'article 39 du même décret, modifié par les décrets des 1^{er} juillet 2005 et 5 décembre 2013, les mots « 1231-31 » sont remplacés par les mots « 1231-1/7 » à l'alinéa 1^{er}.

Art. 35. A l'article 40 du même décret, complété par le décret du 5 décembre 2013, les points 1° et 2° de l'alinéa 2 sont remplacés par ce qui suit :

« 1° les garanties données par les autorités étrangères compétentes, en ce qui concerne le respect de la loi applicable, les origines, l'adoptabilité et l'intérêt supérieur de l'enfant, et les droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit belge, dans le droit du pays ou de l'entité territoriale du pays concerné et en droit international, ainsi que le respect du principe de la subsidiarité de l'adoption internationale défini à l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 29 novembre 1989 et à l'article 4 de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale ;

2° si le pays concerné est un pays ratificateur de la Convention de La Haye ou de la Convention concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, faite à La Haye le 19 octobre 1996 ; ».

Art. 36. A l'article 42 du même décret, modifié par le décret du 5 décembre 2013, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration » à l'alinéa 2.

Art. 37. A l'article 43 du même décret, remplacé par le décret du 5 décembre 2013, un nouvel alinéa est inséré en début de paragraphe 1^{er}, rédigé comme suit :

« Pour l'application de la présente sous-section, on entend par « adoption internationale intrafamiliale » l'adoption visée à l'article 360-2 du code civil, qui porte sur un enfant apparenté ou sur un enfant qui partage ou a partagé la vie quotidienne du candidat adoptant, à condition que cette adoption ne relève pas des articles 363-1 à 363-3 du code civil. ».

Au même paragraphe, à l'alinéa 1^{er}, devenant alinéa 2, les mots « article 1231-31 » sont remplacés par les mots « 1231-1/7 » et les mots « un enfant connu » sont remplacés par les mots « un enfant visé à l'alinéa 1^{er} ».

Au paragraphe 3 du même article, dernier alinéa, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 38. A l'article 44 du même décret, remplacé par le décret du 5 décembre 2013, les mots « article 43, § 1^{er}, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « article 43, § 1^{er}, alinéa 3 », les mots « versent à l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « versent à l'administration » et les mots « afin que celle-ci » sont remplacés par les mots « afin que l'A.C.C. ».

Art. 39. A l'article 46 du même décret, remplacé par le décret du 5 décembre 2013, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'administration est chargée de mener l'enquête sociale ordonnée par le tribunal de la famille dans le cadre de l'application de l'article 1231-35 du code judiciaire. Le Gouvernement fixe les modalités de l'enquête sociale. ».

Au même article, un alinéa 4, rédigé comme suit, est ajouté :

« L'administration transmet aux personnes concernées copie de l'enquête sociale transmise au tribunal de la famille. ».

Art. 40. L'article 47 du même décret, remplacé par le décret du 5 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 47. Lorsque l'A.C.C. reçoit de l'Autorité centrale fédérale le jugement d'adoptabilité de l'enfant, elle transmet à l'autorité étrangère compétente sa décision motivée de poursuivre la procédure d'adoption, accompagnée du jugement d'adoptabilité et du rapport visé à l'article 30, § 1^{er}, alinéa 2. ».

Art. 41. A l'article 48 du même décret, remplacé par le décret du 1^{er} juillet 2005 et modifié par le décret du 5 décembre 2013, au point 2° du § 1^{er}, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Au même article, le point 3° du paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 3° sans préjudice des dispositions de l'article 16/2, en effectuant au moins une seconde rencontre dans l'année de l'arrivée de l'enfant, à leur domicile ou au siège de l'organisme d'adoption, une rencontre annuelle jusqu'à la finalisation de l'adoption et une rencontre dans l'année de la finalisation de l'adoption ; ».

Art. 42. A l'article 48/2 du même décret, inséré par le décret du 5 décembre 2013, à l'alinéa 1^{er}, les mots « les pratiques innovantes » sont remplacés par les mots « les interventions ».

Au même article, à l'alinéa 2, le mot « pratiques » est remplacé par le mot « interventions ».

Art. 43. Aux articles 49, 49/1, § 1^{er}, alinéa 3, 49/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et 50, alinéas 1^{er} et 2 du même décret, les mots « l'A.C.C. » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 44. Un nouvel article 55/1, rédigé comme suit, est ajouté après l'article 55 du même décret :

« Art. 55/1. Les collaborations autorisées, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, avec un pays non signataire de la Convention de La Haye ou de la Convention concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, faite à La Haye le 19 octobre 1996 :

1° doivent être soumises aux modalités visées à l'article 18, § 2, dans un délai de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret ;

2° doivent faire l'objet d'un accord bilatéral de coopération, tel que visé à l'article 18, § 1^{er}, 2°, dans un délai de cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret ; si aucun accord bilatéral n'a pu être signé dans ce délai, seules les procédures ayant déjà fait l'objet d'une décision d'apparementement, conformément à l'article 35, § 3, 6° et 7°, peuvent se poursuivre. ».

Art. 45. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement, et au plus tard à la date d'entrée en vigueur fixée par l'article 47 de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juin 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française
de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 776-1. – Amendements en commission, n° 776-2 - Rapport de commission, n° 776-3. – Texte adopté en commission, n° 776-4. – Amendements en séance, n° 776-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 776-6

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 27 mars 2019.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12684]

12 JUNI 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie, ingevoegd bij het decreet van 5 december 2013, vierde lid, wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° een permanent levensproject voor ieder kind te bevorderen om te kunnen beantwoorden aan de behoeften van de te adopteren kinderen die in België verblijven ; ».

Art. 2. In artikel 1/1 van hetzelfde decreet, aangevuld met het decreet van 1 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° administratie : de administratie die bevoegd is voor adoptie (...) ; ».

In hetzelfde besluit wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° centrale autoriteit van de Gemeenschap (C.A.G.) : de autoriteit aangesteld door de Regering om de bevoegdheden uit te oefenen die haar worden toegewezen door dit decreet, alsook door de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 30 en 33 van het Verdrag van Den Haag, door de artikelen 361-3 tot 6, 362-1 tot 4, 363-2 tot 4, en 368 – 6 tot 8 van het Burgerlijk wetboek en door de artikelen 1231-1/11 à 14, 1231-34 et 1231-42 van het Gerechtelijk wetboek ; ».

In hetzelfde artikel wordt punt 13° vervangen als volgt :

« 13° samenwerkingsakkoord van 12 december 2005: het samenwerkingsakkoord van 12 december 2005 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake de tenuitvoerlegging van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie, zoals gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 6 juni 2019. ».

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 1 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 5 december 2012, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Elke persoon die bijdraagt tot de toepassing van dit decreet is ertoe gehouden de deontologieregels voor hulpverlening aan de jeugd na te leven, zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. De Regering bepaalt de artikelen van de deontologieregels die niet van toepassing zijn op de personen die tot de toepassing van dit decreet bijdragen. ».

Art. 4. In artikel 2/2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden « van het decreet » vervangen door de woorden « van dit decreet » in het eerste lid.

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, eerste lid, wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° vier afgevaardigden van de representatieve federatie(s) van de adoptie-instellingen; ».

In hetzelfde lid wordt een punt 1°/1 toegevoegd, luidend als volgt :

« 1°/1 een afgevaardigde van de erkende animatoren voor de voorbereiding van adoptanten, of van de verenigingen die werken voor de post-adoptieve begeleiding, elke op zijn beurt voor een periode van 4 jaar ; ».

In hetzelfde lid wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° drie deskundigen op het gebied van de adoptie ; ».

In hetzelfde lid wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° twee afgevaardigden van de adoptanten ; ».

In hetzelfde lid wordt punt 4° vervangen als volgt :

« 4° twee afgevaardigden van de geadopteerden ; ».

In hetzelfde lid wordt punt 5° vervangen als volgt :

« 5° één lid van de gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ; ».

In hetzelfde lid wordt punt 5°/1, luidend als volgt, toegevoegd na punt 5° :

« 5°/1 een afgevaardigde van de federatie van de diensten pleegzorg ; ».

In hetzelfde lid wordt punt 6° vervangen als volgt :

« 6° een vertegenwoordiger van de « Union des Conseillers et Directeurs de l'aide à la jeunesse » ; »

In hetzelfde artikel, tweede lid, wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° de leidend ambtenaar van de administratie bevoegd voor adoptie of zijn afgevaardigde ; ».

In hetzelfde lid wordt punt 5° geschrapt.

Art. 6. In artikel 5, tweede lid, punt 4°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de commissie » vervangen door de woorden « de Hoge Raad ».

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de woorden « de C.A.G. » vervangen door de woorden « de administratie ».

Art. 8. Titel III van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 9. Artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 5 december 2013, wordt geschrapt.

Art. 10. In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 5 december 2013, worden de woorden « de C.A.G. » vervangen door de woorden « de administratie » onder de punten 3°, 4°, 6°, 7°, 11°, 13° en 16°.

In hetzelfde artikel wordt punt 10° vervangen als volgt :

« 10° de administratie op de hoogte te brengen van elke gebeurtenis die belangrijke gevolgen kan hebben op de adoptie-instelling of op de administratie of het imago van de Franse Gemeenschap kan aantasten ; ».

In hetzelfde artikel wordt punt 15° vervangen als volgt :

« 15° aan de coördinatievergaderingen en aan de verplichte opleidingen georganiseerd door de administratie deelnemen ; ».

In hetzelfde artikel wordt punt 17° vervangen als volgt :

« 17° indien een psycholoog van de « OAA » aangesteld wordt om deel te nemen aan het sociaal onderzoek bedoeld in artikel 28 voor een persoon die de oorzaak kan zijn van een belangenconflict, deze stand van zaken aan de administratie meedelen zodat de aanstelling gewijzigd wordt ; ».

Art. 11. In artikel 15, derde lid, punt 2°, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 5 december 2013, worden de woorden « bedoeld in artikel 46 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 146 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ».

In hetzelfde punt 2° worden de woorden « de C.A.G. » vervangen door de woorden « de administratie ».

Art. 12. In artikel 16/2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden « van artikel 49 » vervangen door de woorden « van de artikelen 49 en 49/2 » in paragraaf 2, zesde lid.

Art. 13. In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden « de C.A.G. » vervangen door de woorden « de administratie ».

In hetzelfde artikel, in het tweede lid, punt 2°, wordt het woord « medewerkers » vervangen door het woord « partners ».

Art. 14. Artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 5 december 2013, wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. § 1. De administratie onderzoekt de aanvraag bedoeld in artikel 17 en controleert inzonderheid :

1° de waarborgen gegeven door de autoriteiten en partners bedoeld in artikel 17, tweede lid, 2°, wat betreft de naleving van de toepasselijke wet, de afkomst, de adopteerbaarheid en het hoger belang van het kind en de fundamentele rechten die hem zijn toegezegd in het Belgisch recht, in het recht van het land of van de territoriale entiteit van het betrokken land en in het internationaal recht, alsook de naleving van het principe van subsidiariteit van de interlandelijke adoptie bepaald in artikel 21 van het Verdrag inzake de Rechten van het Kind, aangenomen te New York op 29 november 1989 en in artikel 4 van het Verdrag van Den Haag van 29 mei 1993 inzake de internationale samenwerking en de bescherming van kinderen op het gebied van de interlandelijke adoptie;

2° indien het betrokken land een verdragsluitend land is van het Verdrag van Den Haag of het Verdrag inzake de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning, de tenuitvoerlegging en de samenwerking op het gebied van ouderlijke verantwoordelijkheid en maatregelen ter bescherming van kinderen, opgemaakt in Den Haag op 19 oktober 1996; zoniet, indien een bilateraal samenwerkingsakkoord, dat de beginselen van het Verdrag van Den Haag en artikel 167 van de Grondwet naleeft, vóór de voorlopige machtiging tot samenwerking kan worden ondertekend;

3° de financiële doorzichtigheid van de procedure ;

4° als de aanvraag aan de behoeften voldoet van een ander land of van een territoriale entiteit van een ander land waarmee de aanvrager wenst mee te werken.

§ 2. De administratie wisselt alle relevante informatie over de aanvraag bedoeld in paragraaf 1 uit met de Federale centrale autoriteit en met de Commissie voor overleg en opvolging bedoeld in artikel 12 van het samenwerkingsakkoord van 12 december 2005. Indien deze aanvraag betrekking heeft op een land waar adopties worden uitgesproken en vervolgens wordt onderworpen aan een erkenningsprocedure, is voorafgaand overleg met de Federale centrale autoriteit verplicht.

§ 3. Als de aanvraag aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1 beantwoordt, informeert de administratie de Minister en bezorgt hem haar advies over dat samenwerkingsakkoord, alsook in voorkomend geval, een afschrift van het bilaterale samenwerkingsakkoord bedoeld in § 1, 2°. De Minister machtigt de adoptie-instelling ertoe een voorlopige samenwerking te beginnen voor een beperkt aantal dossiers.

De adoptie-instelling stelt een verslag op over het verloop van elk dossier bedoeld in het tweede lid, binnen de maand van de aankomst van het kind.

De administratie bezorgt haar evaluatieverslag aan de Minister uiterlijk na twee jaar voorlopige samenwerking.

§ 4. Uiterlijk binnen drie jaar voorlopige samenwerking deelt de administratie haar eindadvies over deze samenwerking aan de Minister mee.

Binnen de drie maanden na de ontvangst van het advies van de administratie, ofwel verleent de Regering haar toestemming voor het voorzetten van de samenwerking, ofwel laat ze die gepaard gaan met voorwaarden of voorbehoud, ofwel weigert ze deze voort te zetten. ».

Art. 15. Artikel 19 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. § 1. De adoptie-instelling is verantwoordelijk voor de naleving, door haar medewerkers in het buitenland, van de voorwaarden bedoeld in artikel 18, paragraaf 1, 1°, 2° en 3°.

Ze zorgt voor de informatie en de opleiding van haar medewerkers in het buitenland, inzonderheid wat betreft de bepalingen van dit decreet.

§ 2. Vóór elke verwantschap bedoeld in titel V, hoofdstuk 3, afdeling 3, stelt de adoptie-instelling alles in het werk om alle beschikbare inlichtingen in te winnen over de omstandigheden van de geboorte en de beslissing tot adoptie, over de geschiedenis van het leven en de evolutie van het kind, en over zijn gezondheidstoestand, overeenkomstig het door de Regering vast te stellen model van het verslag over het kind, om zich te vergewissen van de juridische en psychosociale adopteerbaarheid van dat kind.

§ 3. Vanaf de verwantschap moet de adoptie-instelling ervoor zorgen dat het mogelijk is om de identiteit van het kind op elk ogenblik na te kijken door biometrische gegevens, DNA-tests of gelijkwaardige waarborgen in te winnen. ».

Art. 16. In artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 5 december 2013, worden de woorden « de C.A.G. » vervangen door de woorden « de administratie » in het eerste en het derde lid.

Art. 17. In artikel 21 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 5 december 2013, worden de woorden « de C.A.G. » vervangen door de woorden « de administratie » in paragraaf 1, in paragraaf 2, eerste en tweede lid, in paragraaf 3, eerste en tweede lid, en in paragraaf 4.

In hetzelfde artikel, in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « kan weigeren » vervangen door het woord « weigert ».

In dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt het woord « niettemin » geschrapt.

In hetzelfde lid worden de woorden « voor een onbekend kind » ingevoegd tussen de woorden « de adoptie » en de woorden « , de administratie ».

In hetzelfde artikel, paragraaf 4 wordt het woord « jeugd » vervangen door het woord « familie ».

Art. 18. In artikel 24 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 1 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden « de C.A.G. » vervangen door de woorden « de administratie ».

Art. 19. In artikel 26 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 1 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden « de C.A.G. » vervangen door de woorden « de administratie ».

Art. 20. Artikel 27 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 1 juli 2005 en opgeheven door het decreet van 5 december 2013, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 27. De administratie reikt de kandidaat-adoptanten het getuigschrift uit dat bevestigt dat de voorbereiding werd gevolgd, overeenkomstig de artikelen 346-2, eerste lid, en 361-1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.

Dit getuigschrift is geldig voor achttien maanden. ».

Art. 21. Het opschrift van hoofdstuk 2 van titel V van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 5 december 2013, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk 2. – Maatschappelijk onderzoek en informatie van de ouders van herkomst van het kind. ».

Art. 22. Een onderverdeling genoemd « Afdeling 1. – Maatschappelijk onderzoek betreffende de bekwaamheid van de adoptanten », wordt ingevoegd in het begin van hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet.

Art. 23. Artikel 28 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 5 december 2013, wordt vervangen door de volgende bepaling die de eerste bepaling van afdeling 1 van hoofdstuk 2 van titel V van het gewijzigde decreet vormt, genoemd « Maatschappelijk onderzoek betreffende de bekwaamheid van de adoptanten » :

« Art. 28. § 1. De administratie wordt belast met het voeren van het maatschappelijk onderzoek betreffende de bekwaamheid van de adoptanten dat door de familierechtbank wordt bevolen met toepassing van de artikelen 1231-1/4, 1231-1/11, § 3, en 1231-6, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Een psycholoog van een erkende adoptie-instelling, die door de administratie aangesteld wordt, wordt geraadpleegd in het kader van de toepassing van de artikelen 1231-1/4, 1231-1/11, § 3, en 1231-6, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. De Regering bepaalt de nadere regels en de kosten van het maatschappelijk onderzoek.

De administratie bezorgt de kandidaat-adoptanten een afschrift van het maatschappelijk onderzoek dat aan de familierechtbank gegeven wordt. ».

Art. 24. Een onderafdeling genoemd « Afdeling 2. – Maatschappelijk onderzoek betreffende het belang van het kind dat geadopteerd moet worden, grondig maatschappelijk onderzoek voor weigering tot ongerechtvaardigde toestemming en informatie van de ouders van herkomst van het kind », wordt ingevoegd tussen artikel 28 en artikel 29 van hetzelfde decreet.

Art. 25. Artikel 29 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 1 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, wordt vervangen als volgt :

« Art. 29. § 1. De administratie wordt belast met het voeren van het maatschappelijk onderzoek betreffende het belang van het kind dat geadopteerd moet worden dat door de familierechtbank wordt bevolen in het kader van de toepassing van artikel 1231-6, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

De Regering bepaalt de nadere regels voor het maatschappelijk onderzoek.

De administratie bezorgt de betrokken personen een afschrift van het maatschappelijk onderzoek dat aan de familierechtbank gegeven wordt.

§ 2. Wanneer de familierechtbank het maatschappelijk onderzoek bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, beveelt, zorgt de administratie voor de informatie van de ouders van herkomst van het kind overeenkomstig artikel 348-4 van het Burgerlijk Wetboek. Ze kan deze opdracht aan een andere persoon delegeren. ».

Art. 26. Er wordt een nieuw artikel 29/1 toegevoegd na artikel 29 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Art. 29/1. Het maatschappelijk onderzoek bedoeld in artikel 348-11, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt bevolen aan de dienst burgerlijke opdrachten van het bevoegde justitiehuis.

De Regering bepaalt de nadere regels voor dit maatschappelijk onderzoek. ».

Art. 27. In artikel 30 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005 en vervangen bij het decreet van 5 december 2013, wordt een lid 2, luidend als volgt, toegevoegd aan paragraaf 1:

“De Regering bepaalt de nadere regels voor het opstellen en het model van verslag bedoeld bij de artikelen 361-2/1 en 362-3, 4°, van het Burgerlijk Wetboek.”.

In hetzelfde artikel, wordt paragraaf 2 vervangen door hetgeen volgt:

“§ 2. “Met uitzondering van de situaties bedoeld in afdeling 5, tweede onderafdeling, en in afdeling 6 van dit hoofdstuk, alsmede de situaties, bedoeld in artikel 346-1/1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, moeten kandidaat-adoptanten in de verwantschapsfase onder toezicht staan van een adoptieorgaan. ».

In hetzelfde artikel, wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 3. De kandidaat-adoptanten kunnen tegelijkertijd bij verschillende adoptie-instellingen de aanvraag tot ontvankelijkheid bedoeld in de artikelen 33, § 1, 1°, 35, § 1, 1°, en 37, § 2, 1°, indienen.

Tegelijkertijd kunnen zij alleen een psychosociaal-medisch-maatschappelijk onderzoek van de aanvragen bedoeld in de artikelen 33, § 2, 35, § 2 en 37, § 3 in gang zetten.”

Art. 28. In artikel 31 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie”, bij paragraaf 1, derde lid, en bij paragraaf 2, derde lid.

In hetzelfde artikel, wordt het tweede lid van paragraaf 2 vervangen door hetgeen volgt:

“Alvorens een voorstel van een kind aan kandidaat-adoptanten wordt gedaan, vraagt de adoptie-instelling de goedkeuring van de C.A.G., in het geval van een internationale adoptie of van de administratie in het geval van een interne adoptie. De C.A.G. of de administratie verifieert de correcte toepassing van de wettelijke criteria en de juridische en psychosociale adopteerbaarheid van het kind op basis van het in de artikelen 16/2, § 2, en 19, § 2 bedoelde verslag over het kind.”.

In hetzelfde artikel, in het eerste lid van paragraaf 3, worden de woorden “neemt ze contact met de andere adoptie-instellingen op” vervangen door de woorden “brengt ze de administratie er op de hoogte van, die dan de andere adoptie-instellingen contacteert”.

Art. 29. In artikel 32 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden “het profiel van de kinderen” vervangen door de woorden “de openheid verwacht van de kandidaat-adoptanten, rekening houdend met het profiel van de kinderen”.

Art. 30. In artikel 33 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden “de kandidaat-adoptanten, nadat ze de voorbereiding bedoeld in hoofdstuk 1 van deze titel hebben gevolgd en aan de in artikel 32 bedoelde informatiesessie hebben deelgenomen, een adoptie-instelling schriftelijk bevestigen” vervangen door de woorden “de kandidaat-adoptanten, die houder moeten zijn van het geschiktheidsvonnis bedoeld bij artikel 1231-1/7 van het Gerechtelijk Wetboek, nadat ze de voorbereiding bedoeld in hoofdstuk 1 van deze titel hebben gevolgd en aan de in artikel 32 bedoelde informatiesessie hebben deelgenomen, een adoptie-instelling schriftelijk bevestigen”, in het eerste lid van paragraaf 1.

In hetzelfde artikel, in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “met de uitreiking van een uittreksel uit het strafregister volgens het model bedoeld in artikel 596, tweede lid van het wetboek van strafvordering” vervangen door de woorden “met de meldingen opgenomen in het geschiktheidsvonnis uitgesproken door de gezinsrechter en in het advies van het Parket bedoeld bij artikel 1231-1/5 van het Gerechtelijk Wetboek gevoegd bij dit vonnis”.

In dezelfde paragraaf, worden de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie”, bij lid 1, punt 2°.

In dezelfde paragraaf, wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

“Indien de kandidaat-adoptanten de beslissing van de adoptie-instelling aanvechten, kunnen zij in beroep gaan bij de administratie, die het dossier onderzoekt en ofwel de beslissing van de adoptie-instelling bevestigt, ofwel de adoptie-instelling oplegt rekening te houden met de aanvraag bij de volgende aanvraag om ontvankelijkheid, ofwel het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur in gang zet, overeenkomstig § 2. ”.

In hetzelfde artikel, wordt het eerste lid van paragraaf 2 vervangen door hetgeen volgt:

“Indien de kandidatuur ontvankelijk is, verricht de instelling binnen vier maanden na de beslissing bedoeld in § 1, 2°, het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur; bij dit onderzoek wordt rekening gehouden met hun gezondheidstoestand, hun psychosociale vaardigheden en de openheid die van kandidaat-adoptanten wordt verwacht, afhankelijk van het profiel van de kinderen die via de adoptie-instelling kunnen worden geadopteerd, alsmede de juridische, psychologische, familiale en relationele gevolgen van het adoptieproject voor het levensproject van de adoptanten en het te adopteren kind. De Regering bepaalt de inhoud en de nadere regels van deze evaluatie, alsmede de hoofdlijnen van het evaluatieverslag.”.

In hetzelfde artikel, wordt punt 2° van paragraaf 3 aangevuld als volgt:

“de nadere regels voor dit onderhoud worden door de Regering bepaald;”.

In dezelfde paragraaf, wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt:

“De adoptie-instelling deelt haar met redenen omklede beslissing schriftelijk mee aan de kandidaat-adoptanten en de administratie. De procedures voor de mededeling van de beslissing en het verslag aan de kandidaat-adoptanten en de administratie worden door de Regering bepaald. ».

In dezelfde paragraaf wordt het vierde lid aangevuld als volgt:

“De Regering bepaalt de nadere regels voor dit onderhoud.”.

In hetzelfde artikel, paragraaf 3, punt 3°, worden de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie”.

In dezelfde paragraaf wordt punt 3° aangevuld als volgt:

“De nadere regels voor dit onderhoud worden door de Regering vastgesteld;”.

In dezelfde paragraaf, punt 5°, wordt het woord “jeugdrechtbank” vervangen door “familierechtbank;”.

In dezelfde paragraaf wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt:

“6° zendt de adoptie-instelling het verslag over het kind, bedoeld in artikel 16/2, § 2, evenals de eerste follow-up na de adoptie, bedoeld in artikel 48, § 1, 2°, aan de familierechtbank”. ».

Art. 31. In artikel 34 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden “het profiel van de kinderen” vervangen door de woorden “de verwachte openheid van de kandidaat-adoptanten, rekening houdend met het profiel van de kinderen”.

Art. 32. In artikel 35 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 5 december 2013, worden de cijfers “1231-31” vervangen door de cijfers “1231-1/7” in het eerste lid van paragraaf 1.

In hetzelfde artikel, bij paragraaf 1, eerste lid, 1°, b), worden de woorden “de gegevens vermeld in het vonnis dat door de jeugdrechter wordt gewezen betreffende hun geschiktheid en in het verslag van het Openbaar Ministerie dat bij dat vonnis wordt gevoegd” vervangen door de woorden “de gegevens vermeld in het vonnis dat door de familierechter wordt gewezen betreffende hun geschiktheid en in het advies van het Parket bedoeld in artikel 1231-1/5 van het Gerechtelijk Wetboek gevoegd bij dit vonnis;”.

In dezelfde paragraaf worden de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie” in het eerste lid, punt 2°, en in lid 2.

In hetzelfde artikel, wordt het eerste lid van paragraaf 2 vervangen door hetgeen volgt:

“Als de kandidatuur ontvankelijk is, verricht de adoptie-instelling, binnen een termijn van vier maanden volgend op de in § 1, 2° bedoelde beslissing, het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur; dat onderzoek houdt rekening met hun gezondheidstoestand, hun psychosociale bekwaamheden, en de openheid verwacht van de kandidaat-adoptanten in functie van het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd door de tussenkomst van de adoptie-instelling en met de juridische, psychologische, familiale en relationele gevolgen van het adoptieproject op het levensproject van de adoptanten en van het te adopteren kind. De Regering stelt de inhoud en de nadere regels van dat onderzoek vast, alsook de hoofdlijnen van het onderzoeksverslag.”.

In dezelfde paragraaf wordt lid 2 vervangen door de volgende tekst:

“De adoptie-instelling deelt haar met redenen omklede beslissing schriftelijk mee aan de kandidaat-adoptanten en de administratie. De nadere regels voor de mededeling van de beslissing en het verslag aan de kandidaat-adoptanten en de administratie worden door de Regering bepaald. ».

In dezelfde paragraaf wordt lid 4 als volgt aangevuld:

“De Regering bepaalt de nadere regels voor dit onderhoud. ».

In hetzelfde artikel, lid 3, punt 2°, worden de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie”.

In dezelfde paragraaf wordt punt 4° als volgt aangevuld:

“De nadere regels voor dit onderhoud worden door de Regering vastgesteld;”.

In dezelfde paragraaf, punt 5°, worden de woorden “in artikel 361-3, 2°, van het Burgerlijk Wetboek” vervangen door de woorden “in de artikelen 361-3, 2°, of 361-5, 2°, van het Burgerlijk Wetboek”.

In dezelfde paragraaf wordt punt 6° als volgt aangevuld:

“de nadere regels voor dit onderhoud worden door de Regering bepaald”.

Art. 33. In artikel 37 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005 en vervangen bij het decreet van 5 december 2013, bij paragraaf 1, worden de woorden “inzonderheid haar opdrachten, algemene werking, werkwijze, ethische waarden, het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd en haar medewerkingsverbanden in België en in het buitenland” vervangen door de woorden “inzonderheid haar opdrachten, algemene werking, werkwijze, ethische waarden, de openheid verwacht van de kandidaat-adoptanten rekening houdend met het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd en haar medewerkingsverbanden in België en in het buitenland”.

In hetzelfde artikel, in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “Wanneer de kandidaat-adoptanten, nadat ze de specifieke voorbereiding voor de adoptie van kinderen met een handicap bedoeld in artikel 23, eerste lid, hebben gevolgd en hebben deelgenomen aan de in § 1 bedoelde informatievergadering, de adoptie-instelling schriftelijk bevestigen” vervangen door de woorden “Wanneer de kandidaat-adoptanten die houder zijn van het geschiktheidsvonnis bedoeld bij artikel 1231-1/7 van het Gerechtelijk Wetboek, nadat ze de specifieke voorbereiding voor de adoptie van kinderen met een handicap bedoeld in artikel 23, eerste lid, hebben gevolgd en hebben deelgenomen aan de in § 1 bedoelde informatievergadering, de adoptie-instelling schriftelijk bevestigen”.

In dezelfde paragraaf wordt punt 1° van het eerste lid vervangen door hetgeen volgt:

“1° onderzoekt de adoptie-instelling de ontvankelijkheid van de kandidatuur, waarbij ze rekening houdt met de wettelijke criteria, de overeenstemming van de aanvraag met het profiel van de kinderen waarvan de adoptie door de adoptie-instelling wordt voorgesteld, de beschikbaarheid op de wachtlijst, en de meldingen opgenomen in het geschiktheidsvonnis uitgesproken door de familierechter en in het advies van het Parket bedoeld bij artikel 1231-1/5 van het Gerechtelijk Wetboek gevoegd bij dit vonnis;”.

In dezelfde paragraaf worden de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie” in het eerste lid, punt 2°.

In dezelfde paragraaf wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

“Indien de kandidaat-adoptanten de beslissing van de adoptie-instelling aanvechten, kunnen zij in beroep gaan bij de administratie; deze onderzoekt het dossier en ofwel bevestigt de beslissing van de adoptie-instelling ofwel oplegt dat deze de aanvraag in aanmerking neemt bij de volgende ontvankelijkheidsaanvraag of dat de adoptie-instelling de aanvraag psychisch-medisch-sociaal onderzoekt, overeenkomstig § 3.”.

In hetzelfde artikel, wordt het eerste lid van paragraaf 3 vervangen door hetgeen volgt:

“Als de kandidatuur ontvankelijk is, verricht de adoptie-instelling, binnen een termijn van vier maanden volgend op de in § 2, 2° bedoelde beslissing, het psychisch-medisch-sociale onderzoek van de kandidatuur; dat onderzoek houdt rekening met hun gezondheidstoestand, hun psychosociale bekwaamheden, en de openheid verwacht van de kandidaat-adoptanten in functie van het profiel van de kinderen die kunnen worden geadopteerd door de tussenkomst van de adoptie-instelling en met de juridische, psychologische, familiale en relationele gevolgen van het adoptieproject op het levensproject van de adoptanten en van het te adopteren kind. De Regering stelt de inhoud en de nadere regels van dat onderzoek vast, alsook de hoofdlijnen van het onderzoeksverslag.”.

In dezelfde paragraaf wordt lid 2 vervangen door de volgende tekst:

“De adoptie-instelling deelt haar met redenen omklede beslissing schriftelijk mee aan de kandidaat-adoptanten en de administratie. De nadere regels voor de mededeling van de beslissing en het verslag aan de kandidaat-adoptanten en de administratie worden door de Regering bepaald. ».

In dezelfde paragraaf wordt lid 4 als volgt aangevuld:

“De Regering bepaalt de nadere regels van dit onderhoud. ».

In hetzelfde artikel, paragraaf 4, wordt punt 1° afgeschaft.

In dezelfde paragraaf, wordt punt 3° aangevuld als volgt:

“de nadere regels voor dit onderhoud worden door de Regering bepaald”.

Art. 34. In artikel 39 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005 en 5 december 2013, worden de cijfers “1231-31” vervangen door de cijfers “1231-1/7”, in het eerste lid.

Art. 35. In artikel 40 van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 5 december 2013, worden de punten 1° en 2° van lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

“1° of de waarborgen die door de bevoegde buitenlandse overheden worden geboden met betrekking tot de naleving van de toepasselijke wet, de herkomst, de adopteerbaarheid en de hogere belangen van het kind, en de fundamentele rechten die voor het kind worden erkend door het Belgische recht, het recht van het land of de territoriale entiteit van het betrokken land en het internationale recht, alsmede de eerbiediging van het subsidiariteitsbeginsel van internationale adoptie zoals bepaald in artikel 21 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, aangenomen te New York op 29 november 1989, en artikel 4 van het Verdrag van 's-Gravenhage van 29 mei 1993 inzake de bescherming van kinderen en de samenwerking inzake interlandelijke adoptie;

2° of het betrokken land een land is dat het Verdrag van 's-Gravenhage of het Verdrag inzake de bevoegdheid, het toepasselijke recht, de erkenning, de tenuitvoerlegging en de samenwerking op het gebied van ouderlijke verantwoordelijkheid en maatregelen ter bescherming van kinderen, ondertekend te 's-Gravenhage op 19 oktober 1996, heeft geratificeerd.”

Art. 36. In artikel 42 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie” bij lid 2.

Art. 37. In artikel 43 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 5 december 2013, wordt een nieuw lid ingevoegd op het begin van paragraaf 1, luidend als volgt:

“Onder “interlandelijke adoptie binnen een gezin” wordt voor de toepassing van deze onderafdeling verstaan de adoptie als bedoeld in artikel 360-2 van het Burgerlijk Wetboek, die betrekking heeft op een verwant kind of een kind dat het dagelijks leven van de kandidaat-adoptant deelt of heeft gedeeld, op voorwaarde dat deze adoptie niet onder de artikelen 363-1 tot en met 363-3 van het Burgerlijk Wetboek valt. »

In dezelfde paragraaf, in het eerste lid, dat lid 2 wordt, worden de woorden “De kandidaat-adoptanten die een geschiktheidsvonnis bedoeld in artikel 1231-31 van het Gerechtelijk Wetboek genieten en waarvan de aanvraag betrekking heeft op een bekend kind, nemen contact met de C.A.G. op.” vervangen door de woorden “De kandidaat-adoptanten die een geschiktheidsvonnis bedoeld in artikel 1231-1/7 van het Gerechtelijk Wetboek genieten en waarvan de aanvraag betrekking heeft op een kind bedoeld bij het eerste lid, nemen contact met de C.A.G. op.”

In paragraaf 3 van hetzelfde artikel, laatste lid, worden de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie”.

Art. 38. In artikel 44 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 5 december 2013, worden de woorden “De kandidaat-adoptanten bedoeld in artikel 365-6, § 2, van het Burgerlijk Wetboek, waarvoor de Federale Centrale Overheid de C.A.G. vraagt om een met redenen omkleed advies, met toepassing van punt 5 van die paragraaf, vullen de in artikel 43, § 1, tweede lid bedoelde vragenlijst in, en storten de C.A.G. het door de Regering vastgestelde bedrag, opdat deze met het onderzoek van de aanvraag om met redenen omkleed advies zou beginnen.” vervangen door de woorden “De kandidaat-adoptanten bedoeld in artikel 365-6, § 2, van het Burgerlijk Wetboek, waarvoor de Federale Centrale Overheid de C.A.G. vraagt om een met redenen omkleed advies, met toepassing van punt 5 van die paragraaf, vullen de in artikel 43, § 1, derde lid bedoelde vragenlijst in, en storten aan de administratie het door de Regering vastgestelde bedrag, opdat de C.A.G. met het onderzoek van de aanvraag om met redenen omkleed advies zou beginnen.”

Art. 39. In artikel 46 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 5 december 2013, wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt:

“De administratie is belast met het uitvoeren van het sociaal onderzoek dat door de familierechtbank wordt bevolen in het kader van de toepassing van artikel 1231-35 van het Gerechtelijk Wetboek. De Regering bepaalt de nadere regels voor het sociaal onderzoek.”

In hetzelfde artikel wordt een nieuw lid 4 toegevoegd, dat als volgt luidt:

“De administratie laat de betrokken personen een kopie van het aan de familierechtbank toegezonden sociaal onderzoek toekomen. »

Art. 40. Artikel 47 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 5 december 2013, wordt vervangen door het volgende:

“Art. 47. Wanneer de C.A.G. van de Federale Centrale Overheid de beslissing inzake de adopteerbaarheid van het kind ontvangt, zendt zij haar met redenen omklede beslissing om de adoptieprocedure voort te zetten, samen met de beslissing tot adoptie en het in artikel 30, § 1, tweede lid, bedoelde verslag, aan de bevoegde buitenlandse Overheid toe. »

Art. 41. In artikel 48 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 1 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, worden in § 1, punt 2°, de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie”.

In hetzelfde artikel wordt punt 3 van lid 1 vervangen door de volgende tekst:

“3° onverminderd hetgeen bepaald wordt in artikel 16/2, door ten minste één tweede vergadering te houden in het jaar van aankomst van het kind bij het kind thuis of op het hoofdkantoor van de adoptie-instelling, één jaarvergadering tot de adoptie definitief is en één vergadering in het jaar waarin de adoptie definitief is;”

Art. 42. In artikel 48/2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 december 2013, in het eerste lid, worden de woorden “de vernieuwende praktijken” vervangen door de woorden “de bijstandsverlening”.

In hetzelfde artikel, in het tweede lid, worden de woorden “Die praktijken moeten beantwoorden” vervangen door “Die bijstandsverlening” moet beantwoorden”.

Art. 43. In de artikelen 49, 49/1, § 1, derde lid, 49/2, § 1, eerste lid en 50, lid 1 en lid 2 van hetzelfde decreet, worden de woorden “de C.A.G.” vervangen door de woorden “de administratie”.

Art. 44. Een nieuw artikel 55/1, dat als volgt luidt, wordt toegevoegd na artikel 55 van hetzelfde decreet:

“Art. 55/1. Toegelaten samenwerking, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, met een land dat het Haagse Verdrag of het Verdrag inzake de bevoegdheid, de toepasselijke wet, de erkenning, de tenuitvoerlegging en de samenwerking op het gebied van ouderlijke verantwoordelijkheid en maatregelen ter bescherming van kinderen, gesloten te 's-Gravenhage op 19 oktober 1996, niet heeft ondertekend:

1° moet binnen twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet onderworpen zijn aan de procedures bedoeld in artikel 18, § 2.;

2° moet het voorwerp uitmaken van een bilaterale samenwerkingsovereenkomst, bedoeld in artikel 18, § 1, 2°, binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van dit decreet; indien binnen deze termijn geen bilaterale overeenkomst is ondertekend, kunnen alleen de procedures worden voortgezet die reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot verwantschap overeenkomstig artikel 35, § 3, 6° en 7°. ».

Art. 45. Dit besluit treedt in werking op de datum bepaald door de Regering en ten laatste op de datum van inwerkingtreding bepaald bij artikel 47 van de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 juni 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 776-1. - Commissieamendementen, nr. 776-2. - Commissieverslag, nr. 776-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 776-4. - Vergaderingsamendementen, nr. 776-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 776-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming. - Vergadering van 27 maart 2019.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202967]

11 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en ce qui concerne la gestion des risques de pollutions ponctuelles liées aux manipulations des produits et effluents phytopharmaceutiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7 et 8;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, l'article D.161;

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3.000 litres et inférieure à 25.000 litres;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon;

Vu le rapport du 4 décembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du pôle « Environnement », donné le 13 février 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 1^{er} mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;